

Débats & Controverses

Chiffre d'affaires des libraires en France en hausse... Pourquoi le livre résiste-t-il à la vague numérique ?

L'avenir appartient bien au livre... digital!



Jean-Yves Mollier
Professeur d'histoire contemporaine

Le papier est-il l'avenir du livre ? On se souvient de cette saillie sortie tout droit des laboratoires du MIT (Massachusetts Institute of Technology) selon laquelle si l'on inventait aujourd'hui, le livre papier, ce serait la découverte la plus géniale du siècle. Faite d'abord pour conjurer les peurs provoquées par l'avènement du fichier numérique, des e-books conçus à la fin du XX^e siècle, cette boutade était aussi une réponse à la morgue des fabricants d'ordinateurs. C'est en effet en mai 2000, l'année où le livre électronique était présenté au Salon

du livre de Paris, que Dick Brass, vice-président de Microsoft, fit une déclaration fracassante au congrès international des éditeurs réuni à Buenos Aires. Avec une assurance inébranlable, il affirma en effet qu'en 2018 l'humanité lirait les journaux et les livres sur écran plat et qu'il ne subsisterait que des définitions digitalisées des ancêtres en papier de ces deux médias. Face à cette prévision déroutante, certains réagirent en haussant les épaules, d'autres en songeant qu'il était temps d'aborder avec lucidité cette nouvelle révolution de l'information et de la communication. Il ne s'agissait plus de dissenter sur le village planétaire, comme on l'avait fait en 1960 quand McLuhan publiait son livre sur le choc provoqué par la galaxie Marconi heurtant de plein fouet la galaxie Gutenberg, mais de tirer les leçons de ce changement d'époque.

En 2015, alors que se rapproche le moment de confronter la prédiction du patron de Microsoft à la réalité, de nombreuses déclarations optimistes tentent de faire oublier la progression irréversible du numérique. Constatant que plusieurs romans vendus sur papier ont, cette année, enravé la progression des ventes de livres digitalisés aux États-Unis, et que notre petit Gaulois Astérix vient, grâce à sa potion magique, de faire sortir des presses six millions d'albums consacrés à ses exploits, on réagit comme les théologiens de Byzance qui, à la veille de l'écroulement de l'Empire romain d'Orient, discutaient du sexe des anges. Pas plus qu'une hirondelle n'annonce le printemps, la bonne tenue du livre papier en 2015 ne saurait masquer le caractère irréversible de la révolution provoquée par le livre électronique.

La bibliothèque numérique de Google est l'une des plus importantes du monde et la Chine est l'un des rares pays à avoir essayé de contrer sa domination en enclenchant un vaste programme de digitalisation de tous les livres chinois – quel qu'en soit le support, rouleau ou codex – présents sur son territoire ou conservés hors de celui-ci. À côté de cette évidente percée du livre électronique dans le monde des bibliothèques et celui des archives, on constate la migration de l'information scientifique vers les revues électroniques. Trois des cinq majors de l'édition mondiale – Thomson Reuters, Reed Elsevier et Wolters Kluwer –

réalisent aujourd'hui 80 à 90 % de leur chiffre d'affaires dans cet univers. Les éditeurs de littérature générale ont, pour la plupart, anticipé les mutations à venir en numérisant leur catalogue. Face à ces signaux et au passage des collections de romans sentimentaux et policiers dans l'univers numérique – Harlequin en est l'illustration alors même que nul n'avait imaginé cette migration de ses lectrices vers la liseuse ou la tablette –, il est vain de prétendre tourner le dos à la révolution que nous vivons. Même si le manuscrit a subsisté trois siècles après l'invention de l'imprimerie et si le livre papier conservera une part de ses marchés à l'heure où le livre digitalisé deviendra majoritaire, comme le mail ne tuera pas la lettre d'amour manuscrite, l'avenir est bien au livre digital et il vaut mieux s'en réjouir que de pleurer la fin de la civilisation de la lecture, autre billevesée des nostalgiques des paradis perdus. ●

Dernier ouvrage de Jean-Yves Mollier : *Hachette, le géant aux ailes brisées*. Éditions L'Atelier.

Pour une plus large diffusion des savoirs



Franck-Olivier Laferrère
Écrivain, fondateur de Cid Errant Prod et d'E-fractions éditions

lire littéralement cette question, on pourrait croire que l'objet livre papier est une entité autonome, se supportant d'elle-même, affrontant courageusement le déferlement des éléments. De là à voir le capitaine MacWhirr de Joseph Conrad, impassible face au typhon (numérique) dans la mer de Chine, ou le combat colossal des Kaiju et des Jaeger sur les rives du Pacifique dans le film de Guillermo Del Toro, il n'y a qu'un pas. Pourtant chacun sait, ou devrait savoir, que le livre papier, comme son pendant numérique, ne sont pas des entités autonomes, mais bien des objets culturels portés par des acteurs économiques. Dans le cas présent, pour majorité, ce sont les mêmes. Donc, si le livre papier résiste, c'est avant tout parce que les grands acteurs économiques de la chaîne du livre n'ont pas fait le choix de le laisser tomber, pas même celui de céder une véritable place, même petite, au livre numérique. Ils ne l'ont pas fait parce qu'aujourd'hui, leur stabilité économique et financière repose essentiellement sur la distribution des objets livres papier, sur le transport de ceux-ci depuis l'imprimerie jusque dans les librairies, puis des librairies, où ils ont en moyenne passé quatre à six semaines, aux lieux de stockage où sont entreposés les invendus, puis, enfin, lorsque l'éditeur, exsangue, n'en peut plus de payer, vers le lieu de leur destruction. Ainsi va l'absurdité de la chaîne du livre papier que nous ne défendons qu'à tout en ignorer. Qu'à tout en ignorer, certes, mais aussi, sans doute, parce que l'objet livre papier, bien avant l'avènement du numérique, a fini par cannibaliser ses contenus (la littérature, la poésie, le théâtre ou la philosophie) et sa fonction, d'être ce transport favorisant

la diffusion de ces contenus depuis leurs auteurs jusqu'aux lecteurs. Parce qu'en un mot, l'objet livre papier est devenu le doigt que regarde l'idiote quand on lui montre la lune.

À dire vrai, pour moi qui vois dans la littérature et la philosophie des nourritures essentielles pour mieux vivre, mieux penser et mieux analyser le monde qui m'entoure, la seule question qui vaille d'être posée est la suivante : peut-on être optimiste quant à l'avenir de la diffusion de la création littéraire et de la pensée auprès du plus grand nombre ?

N'étant pas fait du bois des déclinistes à la petite semaine qui nous rebattent les oreilles de leur jouissance à imaginer le pire, je serais tenté de dire oui. Oui, à condition que nous laissions au numérique, et plus spécifiquement aux livres numériques, la possibilité de réussir une nouvelle révolution dans la démocratisation de l'accès de tous aux contenus. Cela implique des choix forts en faveur d'une politique tarifaire basse, de la suppression des verrous (DRM), et ce d'autant plus dans ce monde où, non, malheureusement non, le livre de littérature ou de philosophie n'est pas le bien culturel que les gens souhaitent pirater prioritairement, loin s'en faut, d'une bonne rémunération des auteurs et de la facilitation de l'acquisition de ces contenus par les bibliothèques auprès de tous les libraires indépendants. Soit, à peu de chose près, exactement le contraire de la politique pratiquée actuellement par les géants de l'édition tant en matière de tarifs, de verrous numériques que de facilitation d'accès des bibliothèques et donc des publics les plus démunis.

Pourtant, il n'y a qu'au prix d'inventer une nouvelle chaîne du livre fonctionnant comme un cercle vertueux que nous ne serons pas, demain, à devoir amèrement regretter la bonne santé de l'objet livre papier au détriment de sa fonction première et de ses contenus dont la large diffusion est essentielle à notre démocratie... ●

Site Internet : e-fractions.com

La politique publique ne soutient pas les métiers du livre



Dominique Mazuet
Libraire indépendant, librairie Tropiques, à Paris

En 2012, la spécialiste du livre au *New York Times* observait qu'en France, le statut dérogatoire au dogme libéral de la concurrence « libre et non faussée » (loi sur le prix unique) avait été très bénéfique au marché du livre et expliquait que, trente ans après, le livre et la lecture avaient résisté bien mieux qu'ailleurs (en Europe et aux États-Unis) au délabrement social, culturel et économique du secteur. La journaliste dûment informée donnait comme indice décisif de cette bonne santé le constat qu'en France « les e-books ne représentent que 1,8 % du marché global du livre, à comparer aux 6,4 % aux États-Unis ».

Aujourd'hui, en France cette « part » représente toujours moins de 2,5 % et – plus symptomatique encore – elle est constituée de 80 % d'achats de bibliothèques et autres organismes assimilés. Enfin, sur ces 80 % d'achats publics, plus des trois quarts sont de simples consultations en streaming d'études ou documents scientifiques ou techniques. Reste donc moins de 0,5 % pour les ventes de téléchargements de textes « à lire », et naturellement rien du tout pour les ventes en librairie. La bu-

reaucratie culturelle est donc, plus que jamais, le seul relais de croissance de cette « nouvelle consommation » déjà déclinante et totalement... virtuelle. En dehors de ses « acteurs publics » plus personne en France, ou dans le monde, n'achète par exemple de liseuse, sans doute la « nouvelle technologie » qui a battu le record de rapidité d'obsolescence. Or, cette politique publique s'autojustifie par la « prétendue modernité » que dénonce aujourd'hui le président du Syndicat national de l'édition (SNE), M. Montagne, dans son message adressé aux libraires, pointant la menace « d'assécher la culture et les connaissances, d'asphyxier les industries culturelles et créatives » dans « un monde où on plagie les textes, on puise librement les connaissances et les créations, devenues de simples données échangeables, partageables, diffusables à l'infini... mais occasionnellement ou jamais rémunérées ».

Ce fétichisme de la gratuité, de la commodité et de la liberté solipsiste promise aux machines désirantes était pourtant naguère célébré par le SNE (et les ministres), au titre des miraculeux bienfaits supposés procurés par le « tsunami du numérique ». Cet impétueux tsunami a fait un flop, et naturellement c'est une issue réconfortante et salutaire pour le livre, ses métiers et ses lecteurs mais, quand de cette vague mourante l'écume se sera évaporée, il restera des débris et des cadavres sur la grève... car la

UN DÉCLIN GLOBAL DE LA LECTURE

Selon l'enquête « Pratiques culturelles des Français » du ministère de la Culture: entre 1973 et 2008, la part dans la population des 15 ans et plus ayant lu au moins vingt livres dans l'année a chuté de 28 % à 16 %. De façon globale, 53 % des Français déclaraient « lire peu ou pas du tout de livres ».

SI LA PRATIQUE DE LA LECTURE CHUTE DEPUIS LES ANNÉES 1980, IL EST À NOTER QUE LE LIVRE NUMÉRIQUE N'A PAS RÉUSSI À CRÉER DE NOUVEAUX LECTEURS.

– les métiers du labeur, de la librairie, du papier, de l'imprimerie, du façonnage des livres ont perdu, du simple fait de la politique publique du livre, près de 50 000 emplois en trois ans, évidemment sans aucune compensation dans quelque éphémère « startupe » subventionnée, – inversement, chaque fois qu'Amazon crée un poste de précaire sous-qualifié et robotisé, c'est la perspective de destruction de 18 postes de libraires qualifiés dans le circuit des librairies indépendantes, – les éditeurs indépendants du fond littéraire sont de plus en plus privés de textes à rééditer, de même que les libraires d'occasion, qui assuraient une seconde vie aux ouvrages indisponibles, – le délabrement culturel, pédagogique et éducatif associé à la disqualification de la lecture prend une ampleur sans précédent, etc. •

Auteur de *Critique de la raison numérique*. Éditions Delgas.

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR L'HUMANITÉ.FR

« politique » du livre a déjà accompli ceci que :

– il n'est presque plus possible de faire relire un livre en France, – l'essentiel des livres scolaires, entièrement financés sur fonds publics, sont désormais imprimés hors de France, et parfois... bien loin, – chaque mois des librairies indépendantes ferment du fait de la perte des marchés publics des bibliothèques locales, transformant progressivement leurs régions en friches culturelles,

– les métiers du labeur, de la librairie, du papier, de l'imprimerie, du façonnage des livres ont perdu, du simple fait de la politique publique du livre, près de 50 000 emplois en trois ans, évidemment sans aucune compensation dans quelque éphémère « startupe » subventionnée, – inversement, chaque fois qu'Amazon crée un poste de précaire sous-qualifié et robotisé, c'est la perspective de destruction de 18 postes de libraires qualifiés dans le circuit des librairies indépendantes, – les éditeurs indépendants du fond littéraire sont de plus en plus privés de textes à rééditer, de même que les libraires d'occasion, qui assuraient une seconde vie aux ouvrages indisponibles, – le délabrement culturel, pédagogique et éducatif associé à la disqualification de la lecture prend une ampleur sans précédent, etc. •

LA CHRONIQUE DE BARBARA ROMAGNAN



Olivier Coré

Vers l'accès à la nationalité française

À rebours et en même temps que la déplorable annonce de Manuel Valls concernant l'enterrement du droit de vote des étrangers, une bonne nouvelle pourrait intervenir sur le front de l'égalité et de la reconnaissance de nos concitoyens originaires du Maghreb.

En effet, la loi, encore en discussion, portant sur l'adaptation de la société au vieillissement, prévoit dans son article 28 que les personnes âgées de 65 ans au moins, qui résident régulièrement et habituellement en France depuis au moins vingt-cinq ans et sont les ascendants directs d'un ressortissant Français, peuvent réclamer la nationalité française.

Aujourd'hui sur les 350 000 immigrés de plus de 65 ans originaires de pays tiers, 140 000 ont acquis la nationalité française. Parmi les 210 000 restants, 70 % viennent du Maghreb. Ils ne souhaitent pas tous de-

Une bonne nouvelle pourrait intervenir sur le front de l'égalité et de la reconnaissance de nos concitoyens originaires du Maghreb.

venir français. Mais force est de constater que pour ceux qui le souhaitent le chemin est chargé d'embûches.

Tout d'abord, la recevabilité des demandes est subordonnée à une insertion professionnelle, qui permet des ressources au moins égales au Smic annuel. Nombre d'entre eux ne peuvent le revendiquer, même

quand ils vivent et travaillent sur notre sol depuis des décennies.

Ensuite, une connaissance suffisante de l'histoire, de la culture et de la société françaises sont nécessaires. Mais comment exiger cela de certains immigrés âgés qui souffrent parfois d'illettrisme ou d'analphabétisme ? Nombre de Français ont des connaissances très limitées en la matière, on ne les déçoit pas de la nationalité et de leur droit de vote pour autant.

Enfin, il arrive que la demande soit refusée en raison de la séparation géographique entre le demandeur et sa famille. Or, certains immigrés, parfois présents en France depuis très longtemps, ne peuvent faire venir leur famille au titre du regroupement familial. Ils sont ainsi doublement sanctionnés.

La France s'honorerait à permettre enfin vraiment à ces hommes, exceptionnellement ces femmes, d'accéder à la nationalité française, s'ils y aspirent.

Cela n'exonère pas du respect du 50^e engagement du président de la République en faveur du droit de vote des étrangers aux élections locales, mais on peut aussi parler des bonnes nouvelles quand il y en a. •

Quand le FN travestit à son avantage les valeurs et les grands hommes

Respectons Jean Vilar!

Dans un article de *M le magazine du Monde* (numéro 22018 du 31 octobre 2015) consacré au rapport que le Front national entretient avec la culture, on découvre – pour qui n'est pas lecteur du site Internet du Front national – que « notre vie culturelle ne sait pas suffisamment se mettre à l'écoute des goûts et des attentes de notre peuple – comme Jean Vilar et son Théâtre national populaire ont su le faire en son temps ».

Que Jean Vilar soit ainsi outrageusement travesti en héros culturel et référence du parti frontiste est une imposture profondément choquante et intellectuellement malhonnête. Comédien, « régisseur », directeur de grandes institutions, écrivain, citoyen engagé, Jean Vilar est emblématique d'une haute conception du service public. Son éthique repose sur des

valeurs d'exigence artistique et la volonté obstinée de mettre son travail à la portée du plus grand nombre. Le choix des œuvres inscrites dans les programmations qu'il assurait, la diversité et l'ouverture de toutes les actions qu'il mettait en œuvre, de partage, de convivialité, de fêtes et d'éducation à l'art et à la culture, témoignent de son engagement constant pour une société de liberté et d'invention des individus, ouverte à toutes les expressions et porteuse des valeurs démocratiques.

En réalité, Jean Vilar se situait exactement à l'inverse des thèses d'exclusion, de repli identitaire, de



Bertrand Guio/AFP

Didier Deschamps
Directeur du Théâtre national de Chaillot

populisme et de haine développées par le Front national.

Aujourd'hui, les artistes, les institutions culturelles et les publics sont face à des enjeux et des défis qui appellent de la part de toutes et de tous une mobilisation reposant sur des principes et des valeurs que Jean Vilar a si magnifiquement incarnés naguère et depuis portés par plusieurs générations.

Le Théâtre national de Chaillot s'inscrit dans cette

lignée afin que liberté d'expression rime avec respect et ouverture, rassemblement du plus grand nombre possible, diversité; création et pratique artistiques avec exigence. •